

Convention collective

**IDCC : 9461. – EXPLOITATIONS AGRICOLES
(Lot)
(6 mai 1969)**

(Etendue par arrêté du 10 octobre 1969,
Journal officiel du 8 février 1970)

AVENANT N° 144 DU 16 JANVIER 2014

NOR : *AGRS1497165M*
IDCC : 9461

Entre :

La FDSEA du Lot ;

La FDCUMA du Lot,

D'une part, et

Le SNCEA CFE-CGC du Lot ;

La FGTA FO du Lot ;

Le SGA CFDT du Lot,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Dans le cadre du suivi des comptes de résultats du régime conventionnel assuré par Agri-Prévoyance, il a été décidé de mettre en place un taux d'appel des cotisations invalidité et assurance des charges sociales patronales ainsi qu'une amélioration de la garantie incapacité temporaire de travail.

Article 1^{er}

Définition des salariés non cadres

Au titre VI « Régime complémentaire de retraite et de prévoyance » de la convention collective, les salariés non cadres sont définis ainsi :

« Les salariés non cadres, à l'exclusion des cadres et personnels ressortissant à la convention collective nationale de prévoyance du 2 avril 1952 concernant les ingénieurs et cadres d'entreprises agricoles et relevant de la caisse de retraite complémentaire cadre en application des décisions de l'AGIRC, employés sur les exploitations et entreprises visées à l'article 1^{er} de la présente convention. »

Article 2

Modification de l'article 75

Le dernier alinéa de l'article 75 « Garantie de rémunération en cas d'arrêt de travail pour maladie ou accident » est remplacé par les dispositions suivantes :

« Le salarié, suivant les cas visés ci-dessus, percevra, pendant au maximum 90 jours, des indemnités journalières complémentaires s'ajoutant à celles servies par la caisse de mutualité sociale agricole, de telle sorte qu'il bénéficie d'une indemnité égale à 90 % du salaire servant de base au calcul des indemnités journalières versées par la caisse.

Compte tenu des résultats excédentaires constatés pour les exercices précédents, cette indemnisation évolue : à compter de la date d'effet de l'avenant n° 144 du 16 janvier 2014 et jusqu'au 31 décembre 2016, le salarié percevra, au-delà des 90 premiers jours, 90 % du salaire brut aussi longtemps que seront réglées les indemnités journalières.

En fonction des résultats du régime départemental, ce taux d'indemnisation sera réexaminé et les conditions précédentes pourront être à nouveau appliquées, soit : "Au-delà des 90 jours, il percevra 80 % du salaire brut aussi longtemps que seront réglées les indemnités journalières." »

Article 3

Modification de l'article 76

La partie « Financement du régime de prévoyance » de l'article 76 « Réassurance » est remplacée par les dispositions suivantes :

« Financement du régime de prévoyance

Un accord collectif d'adhésion conclu entre les parties signataires de la convention collective et Agri-Prévoyance fixe par ailleurs les conditions et modalités de la gestion confiée à cette institution de prévoyance contre la perception de cotisations au règlement desquelles sont tenus les employeurs. La garantie est financée par une cotisation égale à 1,61 % des rémunérations brutes versées à tous les salariés visés à l'article précédent.

Ce taux est réparti comme suit :

(En pourcentage des rémunérations brutes.)

GARANTIE	EMPLOYEUR	SALARIÉ	TAUX GLOBAL
Incapacité temporaire : garantie conventionnelle	0,03	0,40	0,43
Invalidité	0,26	0,06	0,32
Décès	0,24	0,16	0,40
Incapacité temporaire : maintien de salaire à la charge de l'employeur (mensualisation)	0,33	–	0,33
Assurance charges sociales patronales	0,13	–	0,13
Total	0,99	0,62	1,61

La cotisation de 0,33 % destinée à la couverture de l'intégralité des risques accidents du travail et maladie professionnelle et à la couverture résultant de l'article L. 1226-1 du code du travail en cas de maladie ou d'accident et la cotisation de 0,13 % relative à l'assurance des cotisations sociales dues par l'employeur sont financées exclusivement par l'employeur.

Taux d'appel des cotisations

Compte tenu des résultats excédentaires constatés pour les exercices précédents, il sera appliqué un taux d'appel de 95 % sur les cotisations invalidité et assurance des charges patronales à compter

de la date d'effet de l'avenant n° 144 du 16 janvier 2014, et jusqu'au 31 décembre 2016. En fonction des résultats du régime départemental ce taux d'appel sera réexaminé.

Ce taux est réparti comme suit :

(En pourcentage des rémunérations brutes.)

GARANTIE	EMPLOYEUR	SALARIÉ	TAUX GLOBAL
Incapacité temporaire : garantie conventionnelle	0,03	0,40	0,43
Invalidité	0,25	0,06	0,31
Décès	0,24	0,16	0,40
Incapacité temporaire : maintien de salaire à la charge de l'employeur (mensualisation)	0,33	–	0,33
Assurance charges sociales patronales	0,12	–	0,12
Total	0,97	0,62	1,59

La cotisation de 0,33 % destinée à la couverture de l'intégralité des risques accidents du travail et maladie professionnelle et à la couverture résultant de l'article L. 1226-1 du code du travail en cas de maladie ou d'accident et la cotisation de 0,12 % relative à l'assurance des cotisations sociales dues par l'employeur sont financées exclusivement par l'employeur. »

Article 4

Extension et entrée en vigueur

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant, qui prendra effet le premier jour du trimestre suivant la publication de l'arrêté d'extension au *Journal officiel*.

Fait à Cahors, le 16 janvier 2014.

(Suivent les signatures.)